

Al-Qaida, 2011

Par **Guido Steinberg**

Guido Steinberg, ancien conseiller de la Chancellerie fédérale d'Allemagne sur les questions de terrorisme, est chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP, Berlin).

Traduit de l'anglais par Anne-Marie Giudicelli

Les révolutions dans le monde arabe constituent une défaite pour Al-Qaida, organisation déjà affaiblie par dix ans de guerre contre le terrorisme. Si elle est en crise, Al-Qaida est toutefois loin d'avoir rendu les armes. Elle fait preuve d'une résilience remarquable, liée à sa stratégie de décentralisation en Irak, au Maghreb, dans la péninsule Arabique et même en Europe où semble émerger un « djihad sans leader ».

politique étrangère

Les révolutions égyptienne, libyenne et tunisienne représentent une défaite stratégique pour les partisans d'Al-Qaida. Lorsque les leaders djihadistes d'aujourd'hui ont entamé leur carrière, dans les années 1980 et 1990, Al-Qaida ne visait que l'« ennemi proche », son objectif étant de renverser certains régimes du monde arabe, notamment saoudien et égyptien. Ce n'est qu'après avoir réalisé que Riyad et Le Caire étaient des adversaires trop puissants qu'elle s'est tournée vers les pays occidentaux. En visant l'« ennemi lointain » pour forcer les États-Unis à quitter la région, ces leaders espéraient reprendre l'initiative contre les gouvernements du monde arabe. Et alors qu'il apparaissait déjà clairement, dès l'après-2001, qu'Al-Qaida n'atteindrait aucun de ces deux objectifs, ce sont les pires ennemis de l'idéologie djihadiste qui ont chassé les présidents Ben Ali et Moubarak en 2011. La majorité des contestataires des deux pays se méfiaient de l'islam politique, rejetaient la violence et aspiraient à une démocratisation sur le modèle européen. Le printemps arabe de 2011 a ainsi clairement démontré que si Al-Qaida avait jamais eu une chance d'imposer sa vision au monde arabe, le temps en était maintenant révolu.

Al-Qaida reste pourtant une organisation militante à ne pas sous-estimer, et la tourmente générale de ces derniers mois lui ouvre de nouvelles perspectives d'action dans des zones où la répression était parvenue ces dernières années à neutraliser ou à réduire le mouvement djihadiste.

Les révolutions arabes sont aussi un coup dur pour les ennemis occidentaux d'Al-Qaida et leurs stratégies antiterroristes, au moins à brève échéance. Depuis 2001, les États-Unis et leurs alliés ont accentué leur coopération avec les régimes arabes pro-occidentaux. Sans eux, la police et les services de renseignement américains et européens auront plus de mal à lutter contre Al-Qaida et ses alliés. La lutte antiterroriste devra s'adapter aux spécificités de différents réseaux : Al-Qaida « central » au Pakistan et en Afghanistan, ses trois branches régionales en Irak, en Algérie et au Yémen, et des structures plus indépendantes en Europe.

Al-Qaida « central » ne désarme pas

Même très affaiblie par rapport à l'époque glorieuse qui va de 1998 à 2001, et bien qu'on ait plusieurs fois proclamé sa disparition, Al-Qaida reste une organisation terroriste avec laquelle il faut compter. Si les États-Unis ont réussi à éliminer Oussama Ben Laden en mai 2011 après une chasse à l'homme sans précédent, Ayman al-Zawahiri n'a toujours pas été neutralisé.

Depuis 2001, Al-Qaida a connu trois phases distinctes. De fin 2001 à 2003, l'organisation connaît un passage à vide ; il s'en faut de peu qu'elle ne disparaisse en 2003. La chute de l'émirat islamique d'Afghanistan administré par les Talibans, la perte de son sanctuaire afghan montrent à quel point l'organisation dépend du soutien du quasi-État. Pendant la guerre, le sommet de la hiérarchie est décimé et de nombreux combattants sont tués ou capturés, tentant de fuir au Pakistan. Jusqu'en 2003, de nombreux chefs intermédiaires sont également arrêtés, comme Khaled Cheikh Mohammed, le principal instigateur des attentats du 11 septembre.

Entre 2003 et 2007, Al-Qaida fait un retour fracassant sur la scène. Profitant de la réticence et de l'incapacité de l'armée pakistanaise à imposer un contrôle strict des zones tribales, l'organisation s'installe dans la région. C'est à cette époque qu'elle établit son quartier général au Waziristan, où il semble encore se trouver aujourd'hui. Elle intensifie ses activités au Pakistan et au Moyen-Orient arabe et recommence à cibler des objectifs européens. Planifiés au Pakistan, les attentats qui frappent le 7 juillet 2005 les transports publics londoniens démontrent le pouvoir de résilience de l'organisation¹.

À partir de fin 2007, Al-Qaida est soumise à une pression de plus en plus forte, notamment avec les attaques de drones de l'armée américaine sur ses

1. B. Hoffman, « Remember Al-Qaeda? They're Baaack », *Los Angeles Times*, 20 février 2007.

bases au Pakistan. Après l'Administration Bush, qui intensifie les attaques tout au long de l'année 2008, celle de Barack Obama prend le relais et pilonne la région comme jamais auparavant². Lors de cette campagne, une vingtaine de responsables plus ou moins importants sont tués, ce qui affaiblit considérablement les capacités de planification et d'organisation du mouvement. Il semble cependant qu'Al-Qaida et ses alliés se soient adaptés à la situation et soient parvenus à mieux sécuriser leurs bases, ce qui explique que le nombre de tués parmi les djihadistes de niveau supérieur ait fortement baissé en 2010 par rapport à 2008, alors que le nombre de frappes a été multiplié par plus de trois³.

La stupéfiante résilience d'Al-Qaida « central » s'explique par sa capacité à remplacer les morts et les prisonniers, par son alignement de plus en plus efficace sur les groupes djihadistes pakistanais et par la reconstruction de son alliance avec les Talibans. Alors que la perte de membres importants de l'organisation a considérablement affaibli Al-Qaida après 2001, sa capacité à les remplacer par de nouveaux chefs parfois très compétents est une des grandes causes de sa résurgence après 2003. La majorité de ces nouveaux chefs ayant été tués par des drones en 2008 et 2009, le Pakistanais Ilyas Kashmiri (né en 1964) semble être devenu le principal responsable de l'organisation des attentats pour Al-Qaida⁴. Sous son autorité, l'organisation peut à nouveau envisager de commettre des attaques terroristes en Europe, moins spectaculaires mais plus fréquentes qu'après 2003.

La stupéfiante résilience d'Al-Qaida « central »

L'intégration de Kashmiri est le signe de la « pakistanisation » entreprise par Al-Qaida depuis la fin 2001. Depuis la perte de sa base afghane, l'organisation s'est employée à intensifier sa coopération avec les groupes djihadistes pakistanais et à s'assurer leur soutien pour sa stratégie internationale. Au niveau tactique, une coopération renforcée s'est également établie entre djihadistes arabes et pakistanais pour plusieurs actions perpétrées au Pakistan depuis 2002, à commencer en janvier 2002 par le meurtre de Daniel Pearl, correspondant du *Wall Street Journal*. Il a fallu près de dix ans à Al-Qaida pour amener les organisations pakistanaises à une plus grande coopération et pour persuader leurs principaux agents comme Kashmiri de collaborer plus étroitement avec ce qui reste une organisation essentiellement arabe. Grâce à ce rapprochement, Al-Qaida a pu frapper au cœur du Pakistan, notamment depuis 2007. L'organisation serait à

2. P. Barker, « Obama's War over Terror », *The New York Times Magazine*, 17 janvier 2010.

3. G. Miller, « Drones Hitting Fewer Top Targets », *The Washington Post*, 21 février 2011.

4. S. Nye, « Al-Qa'ida's Key Operative: A Profile of Mohammed Ilyas Kashmiri », *CTC Sentinel*, vol. 3, n° 9, septembre 2010, p. 15-18.

l'origine des attaques lancées contre l'ambassade du Danemark en juin 2008 et contre le Marriott d'Islamabad en septembre de la même année. De plus, certaines organisations pakistanaïses, tel le groupe originellement axé sur la guerre de libération au Cachemire, Lashkar-e-Taiba (Armée des pieux), se sont associées à Al-Qaïda et travaillent de plus en plus avec elle⁵.

Al-Qaïda est par ailleurs parvenue à rétablir ses anciennes alliances avec les insurgés afghans en général et avec le réseau Haqqani dans le Waziristan du Nord en particulier. Après 2003, nombre de chefs opérationnels d'Al-Qaïda étaient des activistes très liés aux Talibans. Certains, dont Moustapha Abou al-Yazid (1955-2010), un Égyptien nommé commandant des opérations d'Al-Qaïda en Afghanistan en mai 2007, ou le Libyen Abou Laïth al-Libi (1967-2008), responsable des opérations de terrain, avaient critiqué la décision de Ben Laden d'attaquer les États-Unis, faisant valoir que les probables représailles américaines feraient tomber l'émirat islamique d'Afghanistan. Les relations étroites de ces responsables avec le mouvement taliban ont permis à Al-Qaïda de renouer l'ancienne alliance mise à mal par sa responsabilité dans la chute du régime. La politique de réconciliation commence à payer en 2006, quand la résistance sporadique des groupes afghans se transforme en véritable insurrection. Bien qu'Al-Qaïda ne contrôle pas plus de quelques centaines de combattants au Pakistan et se limite à un rôle de support en Afghanistan (enseignement de méthodes terroristes, entraînement et infiltration de combattants kamikazes dans le pays), elle est parvenue à se faire passer pour un acteur important de l'insurrection⁶. Son avenir dépend donc de l'issue de la lutte en Afghanistan. En cas de victoire des Talibans, Al-Qaïda pourra, comme après l'insurrection antisoviétique des années 1980, proclamer qu'elle a pris une part importante au combat, suscitant ainsi de nouvelles vocations parmi les jeunes musulmans du monde entier.

Nouvelles perspectives pour les branches régionales d'Al-Qaïda

La survie d'Al-Qaïda après 2001 tient en partie au fait qu'elle a su entretenir son image d'organisation mondiale, ce qu'elle avait cessé d'être depuis la perte du sanctuaire afghan. À partir de 2003, cette propagande bénéficie de la montée en puissance de nouvelles filiales dans les pays arabes, dont la première, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), instigatrice d'une campagne terroriste qui frappe l'Arabie Saoudite de mai 2003

5. A. Rubin, « Militant Group Expands Attacks in Afghanistan », *The New York Times*, 16 juin 2010.

6. Sur le rôle d'Al-Qaïda en Afghanistan, voir G. Steinberg et N. Wörmer, *Escalation in the Kunduz Region. Who Are the Insurgents in Northeastern Afghanistan?*, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, décembre 2010, « SWP-Comments », n° 33, p. 7.

jusqu'en 2006. À cette période, les groupements de même nature commencent à se multiplier : Al-Qaida en Irak (AQI) fondée en octobre 2004, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI – Algérie) en janvier 2007, AQPA II (Yémen) en janvier 2009. Le degré d'allégeance de ces organisations à Al-Qaida « central » varie fortement, la branche yéménite étant la plus liée à l'organisation mère et la branche algérienne restant largement autonome. La prolifération du label Al-Qaida témoigne de l'attraction que continue d'exercer l'idéologie internationaliste de l'organisation et du profond processus d'internationalisation engagé par le mouvement djihadiste ces dernières années.

Al-Qaida en Irak

De 2004 à 2007, AQI s'est imposée comme leader de la scène djihadiste mondiale. Elle a bénéficié de l'invasion anglo-américaine, qui a convaincu de nombreux jeunes Arabes de partir en guerre pour libérer un territoire musulman occupé par les infidèles. La guerre d'Irak est donc apparue comme un formidable outil de propagande pour Al-Qaida et lui a permis d'élargir son vivier de recrues dans les pays voisins, notamment la Syrie et l'Arabie Saoudite. AQI a en outre su tirer parti de sa coopération avec des organisations de résistance islamo-nationalistes. Ce n'est qu'après la dissolution de cette alliance tacite en 2006-2007 que sa position a commencé à se détériorer jusqu'à sa défaite finale en 2008.

AQI et l'état-major d'Al-Qaida au Pakistan ont toujours entretenu des relations ambivalentes. AQI est née en octobre 2004 avec le serment d'allégeance du leader terroriste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui (1966-2006) à Oussama Ben Laden. Al-Zarqaoui n'a pourtant jamais eu l'intention de se soumettre au chef d'Al-Qaida. Son principal projet étant de recruter de nouveaux combattants et de collecter des fonds dans le Golfe et en Afrique du Nord, il rivalise avec la direction d'Al-Qaida plus qu'il ne s'y soumet. Jusqu'à la mort de son leader en juin 2006 dans un bombardement américain, AQI était donc moins une branche d'Al-Qaida qu'une organisation indépendante⁷.

Les principaux points de désaccord entre le commandement d'Al-Qaida au Pakistan et al-Zarqaoui portaient sur la stratégie anti-chiite du terroriste jordanien et sur sa violence aveugle contre les populations civiles. À partir de 2003, al-Zarqaoui entreprend d'attiser les violences interconfessionnelles en Irak et de déstabiliser le pays en attaquant des objectifs chiites.

7. Pour plus de détails sur les relations entre Al-Qaida « central » et AQI, voir G. Steinberg, « Down, But Not Out. Wounded AQI Is Not Finished Yet », *IHS Jane's Security and Military Intelligence Consulting, Relationships and Rivalries. Assessing Al-Qaeda's Affiliate Network*, octobre 2010, p. 24-29.

Craignant une contre-offensive de cette population majoritaire en Irak, la direction d'Al-Qaida rejette la stratégie d'al-Zarqaoui et lui conseille à plusieurs reprises de concentrer ses actions sur le gouvernement irakien et les États-Unis. Celui-ci refusera toujours de changer de cap ; il semble même que le commandement d'Al-Qaida se soit laissé persuader, entre 2006 et 2007, par l'idée de s'attaquer aux chiïtes.

Le plus ironique est qu'Al-Qaida a dû attendre la mort d'al-Zarqaoui et le déclin de son groupe en 2007 pour renforcer son emprise sur l'Irak. Quelque temps après, l'Égyptien Abou Ayyoub al-Masri (alias Abou Hamza al-Mouhajer) est nommé émir de l'organisation. Ancien membre du Djihad islamique égyptien, il a servi sous les ordres d'Ayman al-Zawahiri avant la guerre d'Irak et semble mieux disposé à l'égard des ordres ou conseils de l'état-major d'Al-Qaida au Pakistan. Sa personnalité

**Al-Qaida a dû attendre
la mort d'al-Zarqaoui
pour renforcer
son emprise sur l'Irak**

est par ailleurs nettement moins charismatique que celle d'al-Zarqaoui, et il se trouve donc dès le début en position de faiblesse. En octobre 2006, AQI annonce la création de l'État islamique d'Irak – en se dotant d'une direction bicéphale – et son intention de mettre en place une structure politique après le retrait de l'armée américaine et la chute du gouvernement irakien. Au lieu d'al-Masri, nommé ministre de la Guerre, c'est l'Irakien Hamid al-Zaoui (alias Abou Omar al-Baghdadi) qui devient chef de l'État. Celui-ci n'est de toute évidence qu'un homme de paille, le modèle de direction bicéphale étant clairement destiné à attirer les djihadistes irakiens et étrangers.

À cette époque, AQI s'est déjà repliée sur une position défensive. Au printemps 2005, les milices chiïtes lancent une contre-attaque contre les combattants sunnites. Elles prennent rapidement l'avantage à Bagdad et se livrent à un nettoyage ethnique de plusieurs quartiers de la capitale. L'arrogance d'AQI conduit certains chefs tribaux de la province d'Anbar, fief des insurgés sunnites à l'ouest de Bagdad, à prendre leurs distances avec les insurgés islamo-nationalistes alors même qu'ils avaient entretenu des relations étroites avec eux et parfois partagé le même point de vue. Ces divergences aboutissent en septembre 2006 au ralliement des élites tribales aux troupes américaines. Au tout début de l'année 2007, l'armée américaine élimine les derniers bastions de la résistance grâce à l'envoi massif de nouvelles troupes.

À partir de 2007, les forces américaines et irakiennes parviennent lentement à repousser les insurgés, nombre d'entre eux renonçant au combat.

AQI est de plus en plus isolée, y compris dans les zones sunnites. Hier organisation de résistance voulant contrôler le territoire irakien, elle devient un groupe terroriste s'illustrant par des actions médiatiques. Alors que la plupart des groupes d'insurgés concurrents ont abandonné le combat, AQI adopte une nouvelle stratégie. Elle ralentit le rythme de ses attentats sur l'ensemble du territoire et se livre désormais à des attaques coordonnées à Bagdad, moins nombreuses mais à plus grande échelle. Un exemple frappant de cette stratégie est la série d'attaques à la bombe qui touchent les ministères des Affaires étrangères et des Finances le 19 août 2010, faisant quelque 120 morts. Ces vagues d'attentats durent jusqu'à l'été 2010, confirmant qu'AQI reste une menace pour la stabilité de l'État irakien.

Le 18 avril 2010, al-Masri et al-Baghdadi, les deux chefs d'AQI, trouvent la mort dans une opération des forces américaines et irakiennes. Quelques semaines plus tard, l'organisation annonce la nomination de deux nouveaux chefs⁸ – une déclaration qui ne parvient pas à masquer le fait qu'Al-Qaida exerce de moins en moins d'influence sur la scène irakienne. Il est difficile de dire si les deux chefs désignés, un Marocain et un Irakien, relayeront efficacement leurs prédécesseurs et perpétueront l'action d'AQI, mais les campagnes d'attentats d'Al-Qaida ont cessé depuis août 2010.

Le plus probable est qu'AQI restera une organisation à prendre en compte, même si le pays parvient à se stabiliser. Elle commettra encore quelques attentats spectaculaires mais sans remettre en question l'existence de l'État irakien. Seule une nouvelle flambée de violence interconfessionnelle, prolongée et à grande échelle, pourrait rallumer l'insurrection et offrir à AQI un environnement propice à son développement. Hypothèse peu vraisemblable : les chiites ont gagné la guerre civile et leurs anciens adversaires sunnites abandonné le combat.

Al-Qaida au Maghreb islamique

L'allégeance à Oussama Ben Laden proclamée en janvier 2007 par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien, qui prend alors le nom d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), est l'aboutissement d'un long processus de convergence. L'affiliation à Al-Qaida a de quoi surprendre. De sa création en 1998 jusqu'en 2003, le GSPC est un groupe à visée strictement nationale ayant pour seul objectif de renverser l'État algérien pour en faire une république islamique.

8. Sur cette désignation, voir *Al-Hayat* (Londres), 5 mai 2010.

Le GSPC s'est peu à peu rapproché des visées internationalistes d'Al-Qaida jusqu'à devenir un de ses proches alliés. La première manifestation de ce tournant idéologique est l'annonce en octobre 2003 par le chef du GSPC, Nabil Sahraoui (tué en 2004), de l'allégeance de son groupe à Ben Laden et au chef taliban connu sous le nom de mollah Omar. Puis le GSPC resserre les liens avec Al-Qaida en Irak et au Pakistan. Dès 2006, il intensifie ses attaques de cibles étrangères en Algérie et commence en 2007 à commettre des attentats à la voiture piégée, dont les plus spectaculaires à Alger le 11 avril 2007. Dirigés contre le bureau du Premier ministre et un commissariat de police, ces attaques font 23 morts. Malgré la nouvelle orientation internationaliste d'AQMI, les objectifs visés révèlent que la principale cible demeure le gouvernement algérien. En décembre, deux attentats à la voiture piégée dévastent le siège du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le bâtiment du Conseil constitutionnel à Alger, tuant 41 personnes. Le groupe tente d'étendre ses activités aux pays voisins et recrute de plus en plus de Nord-Africains non algériens, déclenchant un processus de « pan-maghrébisation » qui provoque des troubles en Mauritanie et, dans une moindre mesure, au Maroc et en Tunisie⁹.

L'efficacité de la lutte antiterroriste en Algérie

La nouvelle orientation internationaliste du GSPC résulte d'une pression extérieure et des tensions qui traversent le groupe à partir de 2003. En Irak, de plus en plus de djihadistes algériens rejoignent les insurgés, démontrant l'attrait croissant exercé sur les combattants par l'internationalisme d'Al-Qaida. Pour asseoir son crédit chez ces recrues potentielles et les retenir, le GSPC entreprend d'internationaliser sa stratégie et sa propagande. Mais la principale raison de l'évolution stratégique est qu'à partir de 2003 la lutte antiterroriste du gouvernement algérien, aidé par les États-Unis et ses alliés européens, est de plus en plus efficace. Les djihadistes algériens tentent dès lors d'affaiblir le gouvernement en s'attaquant à ses partisans étrangers¹⁰.

La nouvelle ferveur internationaliste semble pourtant retomber après 2007. Dans le Nord du pays, l'état-major du GSPC se divise sur la fusion avec Al-Qaida dès la naissance d'AQMI en janvier 2007. Plusieurs membres éminents quittent le groupe, refusant l'alliance avec Ben Laden, qu'ils reprochent à l'émir Abdelmalek Droukdel d'avoir conclue sans les consulter.

9. G. Steinberg et I. Werenfels, « Between the "Near" and the "Far" Enemy: Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », *Mediterranean Politics*, vol. 12, n° 3, novembre 2007, p. 407-413.

10. Dans une interview publiée par le *New York Times* le 1^{er} juillet 2008, l'émir du GSPC, Abdelmalek Droukdel, alias Abou Moussab Abdelwadoud, déclare que la fusion entre le GSPC et Al-Qaida était principalement due au renforcement de la coopération entre les États-Unis et l'Algérie.

Ce sont plutôt les groupes d'AQMI dans le Sud du pays et au Sahel qui prennent l'initiative, attaquant des cibles en Mauritanie, intensifiant le recrutement dans les États voisins de l'Algérie, au Mali, au Tchad et au Nigeria. Mais les conflits territoriaux entre responsables des opérations de terrain semblent limiter l'efficacité de la campagne sahélienne. Alors que le vétéran Mokhtar Belmokhtar semble être le principal responsable des actions montées par AQMI en Mauritanie – dont kidnapping d'étrangers et demandes de rançons –, son rival Abou Zeid reproduit la tactique d'Al-Qaida, consistant à tuer au moins certains otages étrangers¹¹. La question est aujourd'hui de savoir qui va l'emporter, du mobile crapuleux ou du mobile idéologique.

AQMI pourrait profiter des révolutions en Afrique du Nord, de sévères politiques de répression ayant jusqu'à présent empêché l'expansion des activités de l'organisation au Maroc, en Tunisie et en Libye. La guerre civile libyenne, notamment, pourrait déstabiliser le pays pour les années à venir et offrir de nouvelles possibilités aux groupes djihadistes locaux et régionaux. Mais les relations entre AQMI et les djihadistes libyens restent tendues depuis les années 1990, lorsque les volontaires du Groupe islamique des combattants libyens (GICL) qui avaient rejoint le Groupe islamique armé (GIA) – prédécesseur du GSPC – furent éliminés par ceux-là même qu'ils étaient venus aider. Les Libyens préfèrent donc combattre aux côtés d'Al-Qaida « central » au Pakistan ou d'AQI plutôt que de rejoindre les Algériens. AQMI s'appliquera cependant à tirer profit des révolutions dans les pays voisins de l'Algérie et à utiliser l'Afrique du Nord comme plaque tournante pour des attaques en Europe.

Al-Qaida dans la péninsule Arabique

La branche yéménite d'Al-Qaida s'est imposée comme l'avant-garde combattante du mouvement djihadiste dans le monde arabe en 2009, planifiant la première attaque d'une filiale régionale d'Al-Qaida sur le sol américain. Le 25 décembre 2009, un jeune Nigérian qui tentait de déclencher une bombe dissimulée sous ses vêtements sur le vol Amsterdam-Detroit de la Northwest Airlines fut maîtrisé par des passagers. Deux autres tentatives d'attentats furent déjouées en octobre 2010, cette fois sur des avions-cargos à destination de Chicago. De nombreux experts américains en conclurent qu'Al-Qaida au Yémen était devenue une organisation bien plus dangereuse qu'Al-Qaida « central ».

11. J.-P. Filiu, « Sliding South. Pragmatism Steers Al-Qaeda into the Sahel », *IHS Jane's Security and Military Intelligence Consulting, Relationships and Rivalries. Assessing Al-Qaeda's Affiliate Network*, octobre 2010, p. 30-35.

AQPA, fondée en janvier 2009 par des djihadistes yéménites et saoudiens, est issue de la fusion des dernières cellules d'Al-Qaida en Arabie Saoudite et des loyalistes d'Al-Qaida au Yémen. Si ses membres sont principalement yéménites et saoudiens, ses objectifs sont les mêmes que ceux de la branche saoudienne d'Al-Qaida et le groupe entretient des liens étroits avec les chefs d'Al-Qaida au Pakistan. La fusion a donc imprimé un nouvel élan à la campagne d'Al-Qaida dans la péninsule Arabique, le Yémen étant une base parfaite pour planifier et exécuter des attaques dans le pays et à l'étranger, recruter et entraîner des volontaires, s'approvisionner en armes et en matériels¹².

Depuis les années 1990, les Yéménites comptent parmi les plus fidèles partisans d'Al-Qaida et constituent une réserve abondante de volontaires. Du fait de sa situation géographique et de la relative tolérance du gouvernement, le Yémen est depuis la seconde moitié de la décennie une plateforme logistique d'Al-Qaida, d'où elle coordonne ses actions en Afrique de l'Est, dans la péninsule Arabique et en Asie du Sud. Ce n'est qu'après l'attaque d'octobre 2000 contre le USS Cole dans le golfe d'Aden et les attentats du 11 septembre 2001 que la pression américaine pousse le président yéménite Ali Abdullah Saleh à participer à la lutte contre Al-Qaida et les groupes djihadistes sur son territoire. Grâce à cette coopération, de nombreux chefs locaux sont tués ou arrêtés, ce qui semble avoir fait vaciller l'organisation au Yémen dès 2003. Contre toute attente, Al-Qaida réussit pourtant à se rétablir dans le pays. Deux événements sont décisifs : 23 membres d'Al-Qaida, dont des chefs importants, réussissent à s'échapper d'une prison de haute sécurité à Sanaa ; et l'action de plus en plus efficace des forces de sécurité saoudiennes contre le terrorisme pousse nombre de djihadistes saoudiens à rejoindre leurs compagnons yéménites. À partir de 2007, le nombre des attaques terroristes au Yémen augmente donc sensiblement, prenant pour cibles les touristes occidentaux, les forces de sécurité yéménites et l'industrie pétrolière. En 2008, Al-Qaida monte de nombreuses actions dans la capitale Sanaa, dont l'attaque de l'ambassade américaine, au mois de septembre.

En fait, la création d'AQPA en janvier 2009 n'est qu'un changement de nom pour un groupe présent au Yémen depuis des années, qui maintient d'étroites relations avec le commandement d'Al-Qaida au Pakistan. Cette continuité s'explique d'abord par le profil de ses chefs. Le Yéménite Nasser al-Wahishi, émir d'Al-Qaida au Yémen, et son second le Saoudien Saïd

12. Sur les derniers développements, voir G. Steinberg, « The Home Front. Violent Resurgence on the Arabian Peninsula », *IHS Jane's Security and Military Intelligence Consulting, Relationships and Rivalries. Assessing Al-Qaeda's Affiliate Network*, octobre 2010, p. 18-23.

al-Shihri, font partie de la hiérarchie de l'organisation depuis les années 1990 et sont restés fidèles à Ben Laden jusqu'à sa mort, qu'ils ont d'ailleurs promis de venger. Mais AQPA a développé une nouvelle stratégie pour le Yémen et l'Arabie Saoudite. Depuis les années 1990, Al-Qaida ciblait principalement des objectifs occidentaux et n'avait, jusqu'en 2006, jamais considéré la déstabilisation du régime d'Ali Abdullah Saleh comme une priorité. AQPA, elle, conteste dès sa création la légitimité de l'État yéménite et ne se contente plus de viser les installations occidentales et les étrangers, s'en prenant à des objectifs yéménites. Parallèlement, elle développe une stratégie saoudienne, à la demande de ses nombreux membres saoudiens. Cette nouvelle tendance est illustrée par la tentative d'assassinat en août 2009 du prince Mohamed ben Nayef, vice-ministre saoudien de l'Intérieur, principal responsable de la réforme des forces de sécurité saoudiennes¹³ après 2003.

Les tentatives d'attentat sur des avions en décembre 2009 et octobre 2010 prouvent qu'AQPA a étendu ses ambitions terroristes aux États-Unis : encore un exemple de l'internationalisation djihadiste des dernières années, dont le principal artisan a été l'imam américano-yéménite Anwar al-Aulaqi (né en 1971), installé au Yémen depuis 2004 et caché dans la province de Shabwa¹⁴. Maîtrisant parfaitement l'anglais et expert dans l'art d'utiliser Internet et les réseaux sociaux, al-Aulaqi est devenu l'une des principales autorités religieuses du mouvement djihadiste des dernières années. Il semble avoir inspiré le psychiatre militaire américain Nidal Hasan qui a assassiné 13 de ses camarades à Fort Hood en décembre 2009 et pourrait avoir joué un rôle dans le recrutement du jeune Nigérian qui a tenté de faire exploser le vol Amsterdam-Detroit¹⁵ en décembre 2009. Si certains experts nient qu'al-Aulaqi ait un quelconque poids dans l'organisation et doutent même de son appartenance à AQPA, d'autres considèrent qu'il a un rang élevé dans la hiérarchie d'Al-Qaida et le voient comme le chef des opérations extérieures¹⁶.

AQPA a étendu ses ambitions terroristes aux États-Unis

Alors que le Yémen est aujourd'hui une base arrière idéale pour Al-Qaida, les troubles et la fin imminente du régime yéménite pourraient accroître les possibilités d'actions terroristes pour AQPA. Au printemps

13. « Would-Be Killer Linked to Al-Qaeda, Saudis Say », *The New York Times*, 28 août 2009.

14. « Yemen: A Talk with Al-Qaeda Expert Abdul-Ilah Haydar », *Ash-Sharq al-Awsat* (Londres), 9 mars 2010.

15. « Yemen: The Nigerian Abdalmutallab met al-Aulaqi East of Sanaa », *Al-Hayat* (Londres), 8 janvier 2010 (en arabe).

16. G. Johnsen, « A False Target in Yemen », *The New York Times*, 19 novembre 2010, *Nytimes.com*; T. Hegghammer, « The Case for Chasing al-Awlaki », *The Middle East Channel/Foreign Policy*, 24 novembre 2010, <http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2010/11/24/the_case_for_chasing_al_awlaki>.

2011, le gouvernement yéménite a abandonné la lutte contre Al-Qaïda, son principal souci étant de se maintenir au pouvoir. La stabilisation du Yémen étant peu probable dans les prochaines années, AQPA restera une force à ne pas négliger.

Un djihad sans leader dans la diaspora occidentale ?

Si les organisations djihadistes dominent toujours la scène politique en Asie du Sud et au Moyen-Orient, elles ont perdu de leur influence dans la diaspora occidentale. Les djihadistes européens et, depuis 2010, américains sont devenus les porte-étendards de l'internationalisme et les représentants les plus dynamiques du mouvement. Les jeunes musulmans européens suivent plutôt l'idéologie d'Al-Qaïda, qui a réussi à élargir la base sociale du mouvement en Europe grâce à une propagande massive sur Internet et des textes traduits dans toujours plus de langues. Des Pakistanais, des Turcs, des Kurdes et même des Européens convertis à l'islam ont aujourd'hui rejoint les troupes d'un mouvement il y a dix ans encore nettement dominé par les Arabes.

Al-Qaïda a perdu son ascendant organisationnel mais élargi sa zone d'influence idéologique. Les premières années qui ont suivi le 11 septembre, la scène européenne est restée dominée par les mouvements djihadistes, principalement arabes, subordonnés à Al-Qaïda ou à d'autres organisations djihadistes basées au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Lorsque les membres de ces mouvements européens ont dû communiquer et voyager d'un continent à l'autre pour maintenir leurs structures, ils se sont heurtés aux mesures antiterroristes mises en place par les gouvernements européens fin 2001. Les revers des organisations djihadistes en Europe ont conduit ces jeunes volontaires à s'en détacher à partir de 2003 et à lancer des actions indépendantes dont la plupart, entachées d'amateurisme, ont échoué. Les djihadistes européens ont donc rapidement compris qu'ils ne pouvaient se passer de la logistique et du financement d'Al-Qaïda et de ses alliés.

C'est ainsi que s'est développée à partir de 2005 une forme d'organisation hybride : des groupes européens radicaux indépendants des grandes organisations, dont les membres vont rejoindre Al-Qaïda et ses affiliés au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Leur formation et leur appui logistique leur permettent de lancer des attaques sur place ou en Europe. Le groupe Sauerland est un exemple frappant de cette tendance. Arrêtés en septembre 2007 alors qu'ils préparaient des attentats contre des cibles américaines en Allemagne, ces jeunes Allemands radicalisés s'étaient entraînés au Pakistan auprès d'une organisation ouzbèke avant de rentrer en Allemagne pour y mener des actions terroristes.

Ces dernières années, les appels d'Al-Qaida au djihad contre les États-Unis et leurs alliés en Afghanistan attirent toujours autant de volontaires. Ni les difficiles conditions de vie, ni les bombes des drones américains ne dissuadent les jeunes Européens de rejoindre les zones tribales pakistanaises.

La conjonction de l'intervention occidentale et de l'attrait qu'exerce l'idéologie internationaliste semble expliquer cet engouement. L'intervention occidentale dans le monde musulman a d'abord fourni à Al-Qaida un formidable outil de propagande. La rhétorique djihadiste – selon laquelle les interventions en Afghanistan, Irak ou Somalie prouveraient que l'Occident est en guerre contre l'islam – séduit nombre de jeunes musulmans. Ce sentiment est renforcé par l'attrait toujours très vif de la pensée internationaliste classique. Un principe de la loi islamique veut qu'un territoire musulman occupé par un pays non-musulman doive être regagné par le djihad. C'est très clairement ce à quoi l'on assiste en Afghanistan et en Irak, où de jeunes musulmans, dont de nombreux Européens, se lancent dans la guerre sainte à l'appel d'Al-Qaida.

L'internationalisation du terrorisme djihadiste

Les processus d'internationalisation du mouvement djihadiste ont modifié sa base sociale, ses orientations idéologiques et ses choix stratégiques. Les organisations constituées continuent à jouer un rôle important mais elles suivent des modèles plus variés qu'en 2001 quand Al-Qaida dominait la scène djihadiste. La pérennité des organisations terroristes s'explique d'abord par le fait qu'elles sont seules à fournir des recrues entraînées et un appareil logistique. Ce qui ne signifie pas que l'activité terroriste indépendante est vouée à l'échec, mais que la participation d'une organisation d'envergure à la planification et à l'organisation des opérations est un gage de succès. Il est donc probable que le mode de structuration hybride où des cellules se radicalisent de façon autonome avant de rejoindre des réseaux terroristes déjà constitués se développera dans les années à venir. Cela présente deux avantages : les organisations disposent des ressources nécessaires au succès des actions, tandis que les cellules sont difficiles à détecter dans la première phase de radicalisation et de recrutement. La combinaison de ces deux types d'avantage pourrait encourager les djihadistes à développer ce schéma.



MOTS CLÉS

Terrorisme, Al-Qaida, Irak, Afghanistan

